

# Les Noirs américains

## Amour, gloire et pauvreté

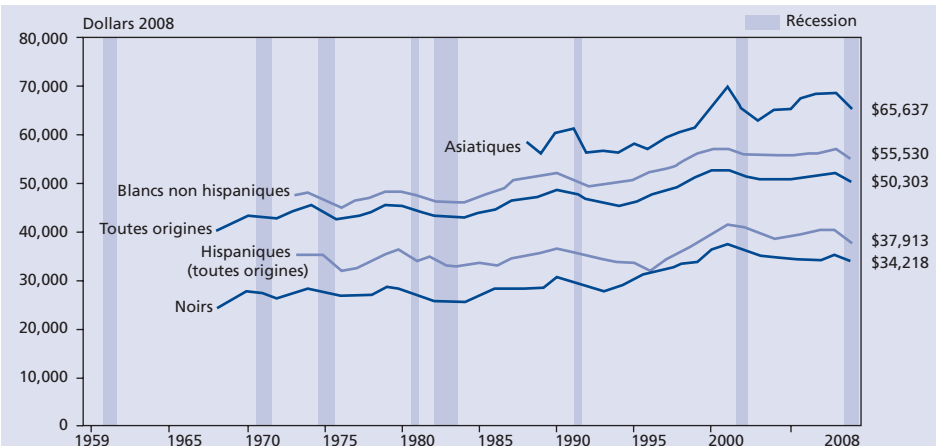
Avec l'explosion de la plateforme pétrolière BP en avril 2010, les États qui bordent le golfe du Mexique sont à nouveau menacés par une catastrophe écologique, cinq ans après l'ouragan Katrina. Les opinions américaine et internationale avaient alors été frappées par les images de la communauté noire de la Nouvelle-Orléans, misérable et abandonnée à son sort par l'État fédéral. Ce portrait d'une *underclass* noire survivant dans une grande pauvreté n'est toutefois pas représentatif de l'ensemble des Africains-Américains aux États-Unis. Une classe moyenne dynamique est également bien présente, de plus en plus intégrée dans les professions financières et les cabinets d'avocats, par exemple. Les icônes culturelles noires – rappers, acteurs et sportifs – sont adulées par tout le pays. Cependant, la situation économique de cette classe moyenne noire s'est dégradée dans les 20 dernières années.

Divers indicateurs sociaux et économiques restent en effet préoccupants quant à l'évolution de cette minorité qui a joué un rôle si important dans la construction du pays et occupe aujourd'hui une place si particulière dans son tissu social et culturel. Alors qu'elle se trouve représentée au sommet de l'État, où en est la communauté africaine-américaine aujourd'hui ?

### Une situation sociale peu encourageante

Avec 41 millions de personnes en 2008, soit 13,5 % de la population, la communauté noire est dépassée en nombre par la minorité hispanique (14,5 %). C'est le groupe ethnique le plus pauvre et cet écart reste constant depuis plusieurs décennies.

**Revenu médian par foyer en termes réels par origine ethnique, 1967-2008 (ajusté en dollars 2008)**



Source : U.S. Census Bureau, Current Population Survey 1968 to 2009 Annual Social and Economic Supplement.

## Les plus pauvres

Le Bureau du recensement des États-Unis (U.S. Census Bureau) détermine chaque année divers seuils de pauvreté, établis en fonction du nombre de personnes et d'enfants dans la famille. En 2009, il est fixé à un peu moins de 15 000 dollars de revenu annuel pour une famille de deux personnes (deux adultes ou un adulte et un enfant). Le nombre de familles vivant en dessous de ce seuil est plus élevé dans la communauté noire que dans n'importe quelle autre : 20,7 % contre 9,7 % pour toute la population américaine en 2007. Il explose pour les familles dont le parent est une femme seule avec enfants, pauvres à 41 %. Au niveau national en 2007, 19 % des enfants de moins de 18 ans vivaient dans la pauvreté, contre 34 % de ceux de la communauté noire. On y trouve les difficultés sociales les plus vives : criminalité, drogue, mères adolescentes, dysfonctionnements familiaux, etc.

La situation de cette population a reçu une médiatisation inédite avec une excellente série, *The Wire* – diffusée entre 2002 et 2008 sur la chaîne HBO –, qui dépeint des enquêtes de police dans les quartiers noirs de Baltimore et fait désormais l'objet de séminaires et d'études universitaires sur les ghettos noirs des centres-villes. En effet, la sociologie américaine se penche depuis de nombreuses années sur les raisons de la persistance de la grande pauvreté. À Harvard, le professeur William Julius Wilson est reconnu comme le spécialiste de cette question. Son ouvrage fondateur de 1978, *The Declining Significance of Race*, explique que c'est l'appartenance à une classe sociale, bien plus que la couleur de la peau, qui

détermine le parcours des individus. Ainsi, ce sont les structures sociales qui freinent les possibilités d'ascension sociale : écoles défailtantes, transports urbains inefficaces, perception négative de la part des travailleurs sociaux, etc.

Parmi les facteurs importants de cette ghettoïsation, W. J. Wilson dénonce le « décalage spatial » (*spatial mismatch*) – terme inventé par John F. Kain en 1969 (Wilson 1987). Les restructurations économiques des années 1970 ont fait disparaître les emplois industriels peu qualifiés du centre des villes, où s'étaient installés les Noirs après le départ des Blancs vers la banlieue. Les emplois peu qualifiés sont maintenant surtout des emplois de service dans les banlieues (centres commerciaux, par exemple) et, du fait de l'insuffisance des transports publics, les habitants des centres-villes – souvent sans voiture – ne peuvent les occuper. Or, c'est avant tout l'absence d'emploi qui entraîne la désocialisation des individus, cause de tous les problèmes (Wilson 1996).

Les thèses de W. J. Wilson ont été attaquées par la droite et par la gauche. Expliquer la pauvreté par des facteurs socioéconomiques structurels revient à exonérer les individus de toute responsabilité dans leur situation personnelle – ce qui est difficile à accepter au pays de l'esprit d'entreprise individuel. Certains conservateurs réclament ainsi la fin des aides sociales, accusées de maintenir les Noirs dans une situation d'assistés sociaux.

À l'inverse, les libéraux ont accusé W. J. Wilson de nier la réalité du racisme, voire d'adhérer à la thèse de la « culture de la pauvreté » : les plus pauvres

développeraient une telle habitude mentale de leur situation qu'ils ne pourraient plus être réintégrés et, *in fine*, leur situation ne pourrait plus être améliorée. Publié en 1965, le rapport Moynihan, qui identifiait les conditions familiales des Africains-Américains comme un facteur majeur de leur pauvreté, avait été attaqué pour les mêmes raisons. L'auteur était accusé de « blâmer les victimes ». Ce rapport est aujourd'hui mieux considéré.

Dans *More Than Just Race* (2009), W. J. Wilson tente de réconcilier les points de vue. Il montre comment les facteurs de discrimination structurels et culturels interagissent pour perpétuer la misère. Par exemple, l'absence du père, reconnue comme un facteur de pauvreté et d'instabilité majeur pour les enfants, est due à un ensemble de raisons. L'expérience de l'esclavage a fortement et durablement détruit la structure familiale chez les Africains-Américains ; les femmes noires ne se marient pas dans d'autres groupes ethniques : ce sont des facteurs culturels. La moitié de la population carcérale aux États-Unis est noire, soit un homme adulte noir sur 10 ; les hommes noirs ont un taux de chômage très élevé et les femmes noires, elles-mêmes beaucoup mieux intégrées socialement, n'épousent pas un homme sans perspectives positives : ce sont des explications socioéconomiques.

### La classe moyenne

La classe moyenne africaine-américaine s'est fortement développée après le combat pour les droits civiques dans les années 1960. Les critères de définition sont soit un certain niveau de revenus ou le sta-

tut de propriétaire, soit le degré d'éducation. Ils se sont nettement améliorés dans les décennies passées. En 2006, par exemple, 86 % des Noirs âgés de 25 à 29 ans avaient un diplôme de fin d'études secondaires contre 50 % en 1980 ; 19 % avaient l'équivalent d'une licence contre 8 % en 1980 (Koditschek 2009, p. 31). En 2003, 48 % étaient propriétaires de leur logement contre 42 % en 1990.

Comme le montre une étude récente de l'université de Brandeis, la classe moyenne noire ne parvient pas à décoller véritablement. Avec un niveau de revenu comparable, les familles blanches se sont constitué un capital quatre fois supérieur entre 1983 et 2007. Les Noirs ne parviennent pas à épargner pour envoyer les enfants au collège, préparer leur retraite, monter une entreprise ou acheter une maison. Certaines raisons sont historiques : les Africains-Américains ont principalement investi, quand ils le pouvaient, dans leur maison. Ces maisons se trouvent dans des zones ségréguées qui n'ont pas pris de valeur et ces familles ont été fortement touchées par la crise de l'immobilier.

Les Africains-Américains doivent donc souvent faire appel à des crédits à la consommation, particulièrement onéreux. Du fait de la discrimination, le coût du crédit ou l'accès au logement sont aussi plus chers pour cette catégorie. Enfin, la baisse de l'impôt sur les successions a entraîné une moindre redistribution des familles les plus riches vers les nouvelles générations, ce dont la communauté noire a pâti. En 2007, 68 % des Blancs ont des revenus supérieurs à ceux de leurs parents, contre 31 % seulement pour les Noirs

(« Downward Mobility Trend Threatens Black Middle Class », *USA Today*, 19 novembre 2007).

Au-delà de cet inégal enrichissement, la classe moyenne noire continue à susciter des réactions ambivalentes. Orlando Patterson décrit ainsi un syndrome « dionysien/apollonien » dans le rapport des Américains à leur communauté noire : pour tout ce qui est de la culture, des médias ou du sport, les Noirs dominent grâce au hip-hop ou à la danse et ont un immense succès. Le public cible de la présentatrice à succès Oprah Winfrey, par exemple, est la ménagère blanche de la classe moyenne. L'équipe de basket-ball de Boston, les Celtics, est composée presque exclusivement d'Africains-Américains et trouve un grand nombre de supporters dans la communauté blanche – c'est le côté dionysien de l'opinion publique. En revanche, dès qu'il s'agit de quartier, d'église ou d'école, la population blanche refuse de côtoyer les Africains-Américains – souhaitant un retour à l'ordre apollonien. De fait, les classes moyennes noires se regroupent dans des banlieues homogènes, quel que soit leur niveau de revenu.

### **Que fait le président ?**

Rappelons tout d'abord que le président Obama n'est pas un Africain-Américain comme les autres. De père kenyan et de mère blanche, il n'est pas descendant d'esclave. De plus, étant passé par Harvard, il appartient à l'élite intellectuelle. Cependant, il se revendique clairement comme noir, ayant coché cette case dans un formulaire de recensement en avril 2010 (il aurait pu choisir la case « blanc » en plus,

ou opter pour le terme « multiracial »). Enfin, sa femme Michelle a une très forte conscience de son appartenance à la communauté africaine-américaine. Après une courte période de méfiance, il a donc été adopté par la communauté noire au début de sa carrière politique. Il a cependant réussi à ne pas apparaître comme le candidat de cette communauté – « racialisé », il aurait pu faire peur au reste de l'électorat.

Le président souhaite donc ne pas apparaître comme l'homme de la communauté noire, tout en conservant son soutien. Il a fait un faux pas très inhabituel en juillet 2009, lorsqu'il a qualifié de stupide la police de Cambridge après l'arrestation par erreur d'un professeur noir qui rentrait par effraction dans sa propre maison où il avait oublié ses clés. Il reste en général neutre sur les questions de race et se garde, par exemple, de montrer la même complicité avec les Africains-Américains que celle dont faisait preuve Bill Clinton. Élu de l'Arkansas, ce dernier, qualifié de « premier président noir » par la romancière Toni Morrison, se permettait de dire aux Noirs qu'eux-mêmes devaient faire des efforts d'intégration.

Sur le fond, Barack Obama se positionne donc comme le premier président « post-racial ». Dans l'important discours prononcé à Philadelphie pendant la campagne (« A More Perfect Union », 8 mars 2008), il appelait à la réconciliation dans le pays, demandant à tous d'oublier leur ressentiment mutuel. Dans cette logique, il réfléchit en termes de classe sociale et non en termes raciaux, ce qui fait bien sûr l'objet de critiques de la part de la communauté noire. Certains membres du Congressional Black Caucus

l'accusent notamment de ne pas en faire assez pour les Africains-Américains, particulièrement touchés par la crise (Harris et Thompson, « Obama to Meet with Black Church Leaders », *The Washington Post*, 6 avril 2010). Cependant, Barack Obama semble bien avoir entamé une politique volontariste vis-à-vis des classes moyennes inférieures, et donc de la communauté noire : travailler à réduire les inégalités les plus criantes dans le pays (réforme de santé, système pénal) ; réduire la ségrégation dans les zones d'habitat en facilitant la sortie des ghettos des centres-villes ; enfin, donner une très forte priorité à l'éducation pour favoriser l'intégration culturelle. Une chose est sûre, il faudra bien plus qu'une présidence pour effacer l'histoire des relations raciales américaines.

L. N.

### Pour en savoir plus

- Tous les chiffres cités dans l'article proviennent d'études de l'U.S. Census Bureau telles que : « African-American History Month », Washington, février 2003.
- Brandeis University (2010), « The Racial Wealth Gap Increases Fourfold », mai, <[iasp.brandeis.edu/pdfs/Racial-Wealth-Gap-Brief.pdf](http://iasp.brandeis.edu/pdfs/Racial-Wealth-Gap-Brief.pdf)>.
- Koditschek, T., S. K. Cha-Jua et H. Neville (2009), *Race Struggles*, Champaign, Il., University of Illinois Press.
- Patterson, O. (1999), *Rituals of Blood: Consequences of Slavery in Two American Centuries*, Washington, Counterpoint/Civitas.
- Wilson, W. J. (1978), *The Declining Significance of Race*, Chicago, University of Chicago Press.
- Wilson, W. J. (1987), *The Truly Disadvantaged*, Chicago, University of Chicago Press.
- Wilson, W. J. (1996), *When Work Disappears*, New York, Vintage.
- Wilson, W. J. (2009), *More Than Just Race*, New York, W. W. Norton.

### « Noir américain » ou « Africain-Américain » ?

Dans les années 1930, Aimé Césaire avait inventé l'expression de « négritude » pour célébrer l'identité noire et plus précisément la culture africaine. Dans les années 1960, le terme *nigger* a brusquement disparu de l'emploi courant américain pour devenir une insulte absolument proscrite.

*Black* est alors devenu le terme de référence, correspondant à une fierté retrouvée de la communauté noire (voir la chanson

de James Brown « Say it Loud, I'm Black and I'm Proud ! »).

L'expression *African-American* est plus couramment employée depuis la fin des années 1980 aux États-Unis. Son but est de définir la communauté noire par une origine géographique objective, à l'instar des autres immigrés (*Asian-Americans*, *Italian-Americans*) et non plus uniquement par leur couleur de peau. C'est le terme neutre et formel utilisé par le U.S. Census Bureau.